

**PARLEMENT DE LA RÉGION
DE BRUXELLES-CAPITALE**

SESSION ORDINAIRE 2012-2013

27 MARS 2013

PROPOSITION D'ORDONNANCE

**visant à instaurer un audit pluriannuel
des centres d'entreprise et des guichets
d'économie locale**

RAPPORT

fait au nom de la commission
des Affaires économiques,
chargée de la Politique économique,
de la Politique de l'Emploi et
de la Recherche scientifique

par Mme Jacqueline ROUSSEAU (F)

Ont participé aux travaux de la commission :

Membres effectifs : Mmes Sfia Bouarfa, Caroline Désir, MM. Emin Özkara, Ahmed Mouhssin, Mmes Magali Plovie, Jacqueline Rousseaux, Françoise Schepmans, MM. Emmanuel De Bock, Serge de Patoul, Hamza Fassi-Fihri Mmes Elke Van den Brandt, Elke Roex, M. Walter Vandenbossche.

Autre membre : M. Gaëtan Van Goidsenhoven.

Voir :

Document du Parlement :
A-333/1 – 2012/2013 : Proposition d'ordonnance.

**BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT**

GEWONE ZITTING 2012-2013

27 MAART 2013

VOORSTEL VAN ORDONNANTIE

**tot invoering van een meerjarenaudit
van de bedrijvententra en
de lokale-economieloketten**

VERSLAG

uitgebracht namens de commissie
voor de Economische zaken,
belast met het Economisch beleid,
het Werkgelegenheidsbeleid en
het Wetenschappelijk onderzoek

door mevrouw Jacqueline ROUSSEAU (F)

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen :

Vaste leden : mevr. Sfia Bouarfa, mevr. Caroline Désir, de heren Emin Özkara, Ahmed Mouhssin, mevr. Magali Plovie, mevr. Jacqueline Rousseaux, mevr. Françoise Schepmans, de heren Emmanuel De Bock, Serge de Patoul, Hamza Fassi-Fihri, mevr. Elke Van den Brandt, mevr. Elke Roex, de heer Walter Vandenbossche.

Ander lid : de heer Gaëtan Van Goidsenhoven.

Zie :

Stuk van het Parlement :
A-333/1 – 2012/2013 : Voorstel van ordonnantie.

I. Exposé introductif de Mme Françoise Schepmans, coauteure de la proposition

Mme Françoise Schepmans estime que les centres d'entreprises et les guichets d'économie locale devraient être des leviers importants pour l'accompagnement et la promotion des projets d'entreprise. Ils devraient également être des acteurs clés puisqu'ils participent au redéploiement des activités économiques et, partant, à la création d'emplois locaux et durables dans les quartiers les plus fragilisés de la Région bruxelloise.

Selon des chiffres communiqués par l'ancien Ministre Cerexhe, ce seraient pas moins de 2.000 personnes qui auraient été reçues chaque année depuis 2005 au sein des guichets d'économie locale pour recevoir des conseils, avec une moyenne annuelle de 150 PME créées au bout du processus. Quant aux centres d'entreprises, ils abritaient au début de l'année 2012 environ 350 projets entrepreneuriaux. En 2012, des subsides pour un montant total de 1,130 million ont été alloués à ces différents opérateurs.

Ces outils essentiels de notre économie sont soumis à l'ordonnance du 12 février 2009, qui balise les conditions de leur agrément, qui fixe leurs missions et qui organise leur financement public. Toutefois, la législation bruxelloise souffre d'un certain nombre de défauts qui rendent son application difficile et qui limitent la production de résultats. Cette législation souffre également d'une lacune préoccupante, celle d'un audit pluriannuel et indépendant, mesurant les niveaux de performance et d'efficacité des dispositifs soutenus directement par les deniers de la collectivité.

Aujourd'hui, nous nous accordons tous sur les principes de la culture de l'évaluation et de la logique de résultat au cœur de l'action publique. Il est évident que ce sont des impératifs au regard de la contraction croissante des budgets publics, de l'exigence légitime de transparence de la part des citoyens et, surtout, de l'efficacité et de la qualité des services rendus aux contribuables.

Le gouvernement a lui aussi une certaine tradition des études d'audit, qu'il commande régulièrement sur l'activité économique en Région bruxelloise, à l'instar de l'audit rendu en 2011 sur la situation des centres d'entreprises. L'intervenante regrette cependant que la copie de ce dernier n'ait toujours pas été communiquée au parlement. Ce serait là une autre tradition honorée par le gouvernement, à savoir l'absence fréquente de diffusion des évaluations des politiques publiques. Certains résultats devraient-ils être cachés ? L'exécutif a-t-il des craintes en termes de bilan ? Mme Schepmans assure qu'elle se veut constructive avec le dépôt de cette proposition d'ordonnance.

Elle propose d'insérer un nouveau paragraphe ainsi qu'un nouvel article dans l'ordonnance du 12 février 2009 relative à la reconnaissance et à la subsidiation des centres

I. Inleidende uiteenzetting van mevr. Françoise Schepmans, mede-indienster van het voorstel

Mevrouw Françoise Schepmans meent dat de bedrijventra en lokale-economieloketten belangrijke hefboomen zouden moeten zijn voor de ondersteuning en bevordering van ondernemersprojecten. Ze zouden eveneens sleutelactoren moeten zijn, aangezien ze deelnemen aan de herstructurering van de economische activiteiten en bijgevolg bijdragen tot het scheppen van lokale en duurzame betrekkingen in de meest achtergestelde wijken van het Brussels Gewest.

Volgens cijfers van voormalig minister Cerexhe, zouden sinds 2005 niet minder dan 2.000 personen jaarlijks advies krijgen aan de lokale-economieloketten, met een jaarlijks gemiddelde van 150 KMO's die achteraf worden opgericht. Begin 2012, boden de bedrijventra plaats aan ongeveer 350 ondernemersprojecten. In 2012, werden er subsidies voor een totaalbedrag van 1,130 miljoen toegekend aan die verschillende operatoren.

Die essentiële instrumenten van onze economie zijn onderworpen aan de ordonnantie van 12 februari 2009, die hun erkenningsvoorwaarden, hun opdrachten en hun openbare financiering regelt. Er zijn echter een aantal tekortkomingen in de Brusselse wetgeving die de toepassing ervan bemoeilijken en de resultaten beperken. De wetgeving bevat eveneens een verontrustende lacune: ze voorziet niet in een onafhankelijke meerjarenaudit van de prestatieniveaus en van de efficiëntie van de regelingen die rechtstreeks gesteund worden met overheidsgelden.

Vandaag zijn we het eens over alle principes inzake evaluatiecultuur en resultaatgerichtheid in de overheidssector. Het spreekt voor zich dat die principes moeten worden gerespecteerd, gelet op de inkrimping van de overheidsbegrotingen, op de terechte eis van transparantie vanwege de burgers en vooral op de te verwachten efficiëntie en kwaliteit van de dienstverlening aan de belastingplichtigen.

De regering heeft eveneens een zekere traditie op het vlak van audits, die ze regelmatig laat uitvoeren over de economische activiteit in het Brussels Gewest, zoals de audit van 2011 over de toestand van de bedrijventra. De spreekster betreurt evenwel dat het Parlement er geen exemplaar van heeft gekregen. Dat is dan weer een andere traditie van de regering, die vaak verzuimt om de evaluaties van het overheidsbeleid te verspreiden. Zouden bepaalde resultaten het daglicht schuwen? Is de regering bang voor de resultaten? Mevrouw Schepmans bevestigt dat ze het voorstel van ordonnantie heeft ingediend vanuit een constructieve ingesteldheid.

Ze stelt voor om een nieuwe paragraaf en een nieuw artikel in te voegen in de ordonnantie van 12 februari 2009 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de

d'entreprises et des guichets d'économie locale, afin que, tous les trois ans, le gouvernement commande un audit réalisé par un prestataire de service externe, public ou privé, sur la mise en œuvre de l'ordonnance précitée.

Ledit audit porterait sur une évaluation pluriannuelle de la gestion opérationnelle de chacun des centres d'entreprises et des guichets d'économie locale, sur l'optimisation de l'usage des subsides, sur les taux de survie et les performances des projets économiques, sur les créations d'emplois, et il fournirait des recommandations stratégiques. La copie de cet audit serait également communiquée aux membres du parlement.

La proposition d'ordonnance permettrait d'obtenir des informations précieuses et des recommandations de grande valeur pour améliorer la conduite de la politique menée par le gouvernement. Par ailleurs, ce souci de bonne gouvernance aurait également des effets étendus au débat public, puisque le parlement serait enfin tenu au courant de l'évaluation des mesures prises par l'exécutif.

II. Discussion générale

M. Hamza Fassi-Fihri souscrit à la culture de l'évaluation, chère à Mme Schepmans. Il importe néanmoins de souligner que l'ordonnance du 12 février 2009 prévoit déjà des mécanismes annuels d'évaluation. L'administration régionale, la S.D.R.B. et l'Agence bruxelloise pour l'Entreprise sont trois instances qui reçoivent des informations relatives aux centres et aux guichets, sur la base desquelles elles émettent un avis. Il en ressort un rapport annuel, qui est transmis au Parlement.

Le Parlement est alimenté par suffisamment de sources d'information, de provenances différentes. La proposition alourdirait le fonctionnement du dispositif. M. Fassi-Fihri n'en perçoit nullement l'intérêt.

Mme Magali Plovie appuie ces propos. La proposition n'apporterait rien de bénéfique en comparaison avec les analyses existantes, d'autant plus qu'un audit est une procédure lourde et coûteuse, qu'il faut réserver aux cas de crise. Cela ne correspond pas à l'interprétation que Mme Plovie se fait de la culture de l'évaluation.

Mme Caroline Désir se joint à ce point de vue. Le rapport annuel d'activité prévu par l'ordonnance du 12 février 2009 suffit à l'information des parlementaires. La S.D.R.B. et l'A.B.E. coordonnent avec succès le réseau des centres et des guichets et procèdent à des évaluations régulières. Un audit pluriannuel serait lourd et dispendieux.

M. Serge de Patoul s'érige contre la rétention par le gouvernement des études qu'il commande. Cette opacité le trouble. La proposition d'ordonnance pourrait y remédier et ne réduirait pas la transparence à un vain mot. Les rapports d'audit sont particulièrement utiles aux débats parlementaires. Il faut contraindre le gouvernement à divulguer les études qu'il fait réaliser.

bedrijvencentra en de lokale-economieloketten, opdat de Regering om de drie jaar een audit over de toepassing van de voornoemde ordonnantie laat uitvoeren door een openbare of private externe dienstverlener.

Die audit zou een meerjarenevaluatie van het operationele beheer van elk bedrijvencentrum en elk lokale-economieloket, een optimalisering van de aanwending van de subsidies, de overlevingskansen en performantie van de economische projecten en de jobcreatie behelzen, en strategische aanbevelingen doen. Een exemplaar van de audit zou eveneens worden bezorgd aan de leden van het Parlement.

Het voorstel van ordonnantie zou ervoor zorgen dat men nauwkeurige informatie en zeer nuttige aanbevelingen krijgt om het beleid van de regering te verbeteren. Voorts zou het streven naar goed bestuur ook het openbaar debat ten goede komen, aangezien het Parlement eindelijk op de hoogte zou worden gehouden van de evaluatie van de door de regering getroffen maatregelen.

II. Algemene bespreking

De heer Hamza Fassi-Fihri staat achter de evaluatiecultuur die mevrouw Schepmans dierbaar is. Het is echter belangrijk te benadrukken dat de ordonnantie van 12 februari 2009 al voorziet in jaarlijkse evaluatiemechanismen. Het gewestelijk bestuur, de GOMB en het Brussels Agentschap voor de Onderneming zijn drie instanties die informatie ontvangen betreffende de centra en de loketten, op grond waarvan zij een advies uitbrengen. Dat leidt tot een jaarverslag, dat aan het Parlement wordt bezorgd.

Het Parlement krijgt voldoende informatie uit verschillende bronnen. Het voorstel zou de werking van het systeem verzwaren en de heer Fassi-Fihri ziet het nut ervan niet in.

Mevrouw Magali Plovie is het daarmee eens. Het voorstel zou niets bijbrengen aan de bestaande analyses, temeer daar een audit een zware en dure procedure is, die moet voorbehouden blijven voor crisisgevallen. Dat beantwoordt niet aan de interpretatie die mevrouw Plovie geeft aan de evaluatiecultuur.

Mevrouw Caroline Désir is het eens met dat standpunt. Het jaarlijks activiteitenverslag waarin de ordonnantie van 12 februari 2009 voorziet, volstaat voor de informatie ten behoeve van de parlementsleden. De GOMB en het BAO coördineren met succes het netwerk van de centra en loketten en verrichten regelmatig evaluaties. Een meerjaarlijkse audit zou zwaar en duur zijn.

De heer Serge de Patoul protesteert tegen het feit dat de Regering studies die zij heeft besteld achterhoudt. Dat gebrek aan transparantie stoort hem. Het voorstel van ordonnantie zou dat kunnen verhelpen, zodat transparantie niet langer een leeg begrip is. De auditverslagen zijn bijzonder nuttig voor de parlementaire debatten. De Regering moet verplicht worden de studies die zij laat uitvoeren bekend te maken.

Un rapport d'activité ne serait être assimilé à un audit, car il n'est pas élaboré par une tierce personne. En outre, un audit régulier serait également utile pour le gouvernement et son administration, puisqu'il s'agirait de directives à observer dans la gestion des centres et des guichets.

Mme Jacqueline Rousseaux partage ce souci de transparence. Pourquoi les membres de la majorité se contentent-ils de la situation actuelle ? Pour contrôler le fonctionnement des centres et des guichets et donc l'usage des deniers publics, il serait vraiment indiqué de jouir d'une information impartiale, sans dépendre des bonnes dispositions du gouvernement pour en obtenir communication.

La Région bruxelloise, capitale de l'Europe, douée qui plus est d'un vaste réservoir de compétences, ne livre pourtant pas les résultats escomptés. Les centres d'entreprises sont encombrés par des entreprises vieilles de plusieurs années, à la santé vacillante ou non, qui les occupent au-delà des délais prévus, alors qu'ils sont destinés aux entreprises en émergence pour un temps limité. Cette incrustation est dommageable. Il s'agit d'un des aspects du fonctionnement des centres qu'il faudrait scruter. Cette préoccupation devrait toucher tous les députés, qu'ils soient dans la majorité ou dans l'opposition. Il y va d'un devoir de rigueur.

La députée soutiendra dès lors la proposition d'ordonnance.

III. Discussion des articles et votes

Article 1^{er}

Cet article ne suscite aucun commentaire.

Vote

L'article 1^{er} est rejeté par 9 voix contre 4.

IV. Vote sur l'ensemble

La proposition d'ordonnance est rejetée, dans son ensemble, par 9 voix contre 4.

– *Confiance est faite à la rapporteuse pour la rédaction du rapport.*

La Rapporteuse,

Jacqueline ROUSSEAUX

Le Président,

Walter VANDENBOSSCHE

Een activiteitenverslag kan niet gelijkgesteld worden met een audit, want het wordt niet opgesteld door een derde. Bovendien zou een regelmatige audit ook nuttig zijn voor de Regering en haar administratie, omdat het zou gaan over richtlijnen die moeten gevolgd worden bij het beheer van de centra en loketten.

Mevrouw Jacqueline Rousseaux deelt die bekommernis tot transparantie. Waarom stellen de leden van de meerderheid zich tevreden met de huidige toestand? Voor controle op de werking van de centra en de loketten zou het werkelijk aangewezen zijn onpartijdige informatie te hebben, en niet afhankelijk te zijn van de goodwill van de Regering om ze mee te delen.

Het Brussels Gewest, de hoofdstad van Europa, die bovendien beschikt over een ruim reservoir aan competenties, geeft toch niet de verhoopde resultaten. De bedrijvencentra worden belemmerd door bedrijven die al jaren oud en al dan niet heel gezond zijn en ze langer dan de bepaalde termijnen gebruiken, terwijl ze bestemd zijn voor beginnende bedrijven voor beperkte tijd. Het is jammer dat die oude bedrijven “blijven plakken”; het is een van de aspecten van de werking van de centra die moeten bekeken worden. Alle volksvertegenwoordigers, zowel die van de meerderheid als die van de oppositie, zouden die bekommernis moeten delen. Het gaat om de plicht tot rechtlijnigheid.

De volksvertegenwoordigster zal bijgevolg het voorstel van ordonnantie steunen.

III. Artikelsgewijze bespreking en stemmingen

Artikel 1

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

Artikel 1 wordt verworpen met 9 stemmen tegen 4.

IV. Stemming over het geheel

Het voorstel van ordonnantie wordt in zijn geheel verworpen met 9 stemmen tegen 4.

– *Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.*

De Rapporteur,

Jacqueline ROUSSEAUX

De Voorzitter,

Walter VANDENBOSSCHE